

*Questions orales*

Pour ce qui est de l'agriculture, le vice-premier ministre a annoncé la semaine dernière que le gouvernement fédéral allait verser en 1990 jusqu'à 500 millions de dollars pour venir en aide aux agriculteurs, à la condition que les provinces acceptent d'y participer.

Pourquoi les provinces devraient-elles y participer? Parce qu'en vertu de la Constitution, elles assument la juridiction sur l'agriculture, conjointement avec le gouvernement du Canada.

J'aimerais signaler au chef de l'opposition quelque chose qu'il ignore peut-être. Au cours de l'année financière 1988-1989, le gouvernement fédéral a consacré à l'agriculture presque 2,5 fois plus que toutes les provinces réunies. On ne saurait donc nous accuser de ne pas faire notre part pour aider le secteur agricole, surtout quand nous reconnaissons que le gouvernement du Canada éprouve les mêmes difficultés financières que les gouvernements provinciaux. Malheureusement, quand on considère la proportion de nos recettes que nous devons consacrer au service de la dette, on se rend compte que notre situation est encore plus précaire que la leur.

**L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, dans la réponse qu'il donne au nom du gouvernement, le ministre oublie tout à fait que, selon les prévisions, les revenus nets réalisés baisseront de 54 p. 100 en Alberta, de 87 p. 100 au Manitoba et de 101 p. 100 en Saskatchewan, au cours de l'année prochaine.

Dans ces circonstances, où le ministre pense-t-il que ces provinces, notamment la Saskatchewan, vont trouver les fonds pour égaler la participation fédérale?

Ses propos sont tout à fait irréalistes et ne tiennent pas compte du rôle du gouvernement fédéral dans cette affaire, d'autant plus que les causes de certains de ces problèmes sont d'ordre international.

Je veux donner au ministre l'occasion de montrer s'il peut faire mieux lorsqu'il s'agit de répondre à une question sur les pêches.

Dans son discours du Trône du 3 avril 1989—il y aura un an demain—le gouvernement s'est engagé à réduire la surpêche pratiquée par des pays étrangers. Pourtant, chaque fois que cette question a été soulevée pendant l'année qui s'est écoulée, que ce soient les Américains, les Portugais ou les Français qui aient été mis en cause, le gouvernement n'a jamais admis que la surpêche prati-

quée par des pays étrangers avait quelque chose à voir avec la crise dans le secteur de la pêche sur la côte est.

Dans le rapport commandé par le gouvernement qui vient d'être rendu public, M. Harris déclare que, vu la situation quasi désespérée de la pêche le long de la côte de Terre-Neuve et du Labrador, il ne devrait pas être question d'attribuer des contingents à des pays étrangers. M. Harris a ajouté:

**Des voix:** La question.

**M. le Président:** Le député pourrait-il poser sa question?

**M. Gray (Windsor-Ouest):** «Il faut éliminer toute surpêche étrangère dans la zone de 200 milles le plus tôt possible et en réduire immédiatement le niveau.»

Le gouvernement accepte-t-il cette recommandation? Sinon, pourquoi? Si oui, pourquoi ne pas annoncer dès aujourd'hui qu'il mettra fin à toute surpêche étrangère dans les eaux canadiennes?

• (1420)

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, où est le député de Gander-Twillingate quand les députés ont besoin de lui?

C'est une double question. En ce qui concerne l'agriculture, la guerre commerciale entre les pays est l'une des causes des problèmes, mais pas la seule. Les autres sont notamment la sécheresse, l'endettement, l'accroissement des coûts et les prix qui baissent plus vite que les lignes de tendances. Le gouvernement du Canada veut bien être souple sur la façon de dépenser les 500 millions de dollars qu'il alloue ou d'utiliser les programmes.

En ce qui concerne les pêches, avant même que M. Harris soit nommé, le gouvernement du Canada était conscient du problème de la surpêche effectuée aux extrémités des Grands Bancs, surtout par les pays de la Communauté européenne.

**M. Robichaud:** Qu'avez-vous fait?

**M. Crosbie:** Nous avons mené une campagne internationale musclée qui a donné d'excellents résultats. L'automne dernier, à la réunion de l'OPANO. . .

**M. Robichaud:** La surpêche continue.

**M. Crosbie:** La campagne aussi. Le ministre des Pêches et moi aurons justement une réunion à ce sujet mercredi, en Irlande, avec le président du Conseil des ministres de la Communauté européenne.